

# Le RUSÉ

www.leruse.fr

Journal impertinent, insolent et humoristique  
du Réseau Unitaire Social et Ecologique

ruse62@yahoo.fr

## Edito

Et voilà ! Comme on aurait pu le parier dès qu'elle a vu le jour, la polémique a fait pschitt : Marine Le Pen a obtenu ses 500 signatures. Comme si le cinéma qui entourait ce qu'elle annonçait déjà comme un scandale national : le FN ne pourrait pas se présenter aux présidentielles faute de parrainages suffisants, n'était pas uniquement fait pour faire parler d'elle. Le pire, c'est que ça a marché. Les médias ont foncé dans le piège les deux pieds en avant. Pas une plainte surjouée de la présidente qui n'ait été reprise, commentée... par les médias. C'est notre rôle, rétorqueront-ils, scandalisés qu'on puisse sous-entendre qu'ils jouent le jeu du FN depuis des semaines. Leur rôle ? Pas vraiment. Le rôle des médias serait plutôt d'informer les Français : quel programme, quelles mesures, quelles conséquences ? Mais là... On reste sur notre faim... Et on ne s'étonne plus que les défenseurs des thèses du FHaine se cachent plus. Mais savent-ils seulement de quoi ils parlent ?

## Un souffle salvateur

**D**ans une semaine, nous serons nombreux à nous rendre à Lille pour assister au meeting du Front de Gauche. Un meeting qui devait se dérouler le 29 mars et qui a été avancé au 27 pour pouvoir bénéficier du Grand Palais et ainsi éviter de laisser trop de monde à la porte. Parce qu'il en est ainsi, le Front de Gauche et celui qui le représente dans cette campagne : Jean Luc Mélenchon, font événement. Des salles archicomblées, des rencontres particulièrement constructives, une volonté forte de changement qui s'exprime en provenance de toutes les générations, le mariage de l'urbain et du rural pour rendre à la France ce petit plus qui en fait un pays vraiment pas comme les autres. L'incroyable rassemblement à la Bastille ce dimanche qui a vu une foule de plus de 100 000 personnes (alors qu'on en attendait 30 000) venir applaudir celui qui apparaît comme la vraie alternative à la Droite, n'est qu'une preuve supplémentaire que le vent de révolte qui souffle chez les Français n'est pas à prendre à la légère.

Face à un système économique qui broie tout sur son passage, face à des responsables politiques qui ne cessent de nous faire croire que notre vie n'est qu'un coût et qu'il serait bien de la réduire, le repré-

sentant du Front de Gauche semble réussir ce pari fou de rendre l'envie de résister, de se bouger, d'agir ensemble, de marcher, de construire une autre perspective pour tous ceux qui souffrent.

Hier encore à Paris, devant la foule compacte venue l'écouter, Jean-Luc Mélenchon a déclaré : « nous allons faire de cette élection une insurrection civique,



en se donnant rendez-vous dans les urnes..., nous allons ouvrir la brèche qu'attend toute l'Europe de son volcan français..., nous faisons le serment que si c'est nous qui sommes appelés à reconstruire la règle du jeu en convoquant la constituante, plus jamais aucune délégation de souveraineté ne sera concédée sans que le peuple ne soit consulté par référendum ».

Ô combien, il a raison de rappeler que nul n'a le droit de bafouer la parole du peuple.

Nul doute que cela s'adresse au président SARKOZY qui n'avait pas cru bon devoir respecter le choix du peuple français à propos de la constitution européenne, mais qui voudrait aujourd'hui nous faire croire que demain, il tiendra compte de notre avis.

Mais nul doute également, que cela s'adresse à ceux qui ont promis hier au peuple et n'ont pas respecté leurs engagements, déconsidérant ainsi le changement en tant que tel.

Tenir compte des aspirations du peuple à pouvoir vivre une vie digne en bénéficiant de salaires, retraites, prestations familiales ou compensatoires, dignes de ce nom.

Tenir compte des aspirations du peuple à bénéficier de services publics dignes de ce nom : santé, justice, éducation, logement, culture, sport, développement du territoire, agriculture...

Tenir compte de la volonté exprimée par le peuple d'un plus juste partage des richesses produites dans le pays.

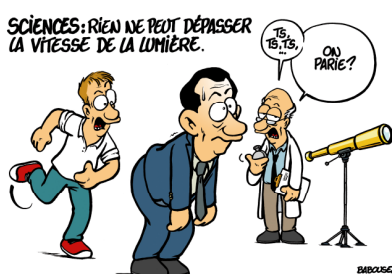
Oui, servir le peuple, sans autre arrière-pensée, voilà ce à quoi nous vous invitons à participer.

## Le chiffre

**11** : c'est en pourcentage, le score auquel les derniers sondages annoncent Jean-Luc Mélenchon pour les présidentielles. Plus qu'hier, moins que demain...

## Le dessin

Chaque semaine notre dessinateur Babouse, revient sur l'actualité à sa manière...



## La phrase

« Qui dit logements HLM, dit cas sociaux, » de Natacha Bouchart lors d'une réunion de bureau de la CAC où il était question du déménagement de l'école d'art dans les locaux de l'ancien Prisunic, mais aussi d'un projet de logements porté par l'Office HLM sur le même site. Pas du goût de la mairesse qui aime à déclarer que le social c'est son truc, qu'elle fait beaucoup pour les Calaisiens, que... Mais, c'est bien connu, chassez le naturel, il revient au galop... Et des paroles aux actes on se rend compte qu'il y a parfois... un gouffre.

## En bref... En bref... En bref...

### Tout rouge

Dans La Voix du Nord du mercredi 14 mars, un Dessous sans dentelles nous montrait deux hommes politiques locaux, un socialiste et un ex, portant le même costume... Ce que la presse ne note pas, c'est qu'ils avaient surtout la même cravate rouge. Sans doute un signe de plus que la campagne de Jean-Luc Mélenchon fait mouche et que nos deux compères ont bien compris que le vote Front de Gauche est le seul porteur d'espoir.

### Soirée Belote le 23 mars

Les semaines filent et les soirées s'enchaînent à l'Atelier avec toujours autant de succès. Le prochain rendez-vous est d'ores et déjà fixé, notez-le donc sur votre agenda, la date à retenir est celle du vendredi 23 mars pour une soirée belote. Venez donc taper le carton et passer un moment sympa à l'Atelier. Inscription préalable **OBLIGATOIRE** au 03 21 36 39 79 ou 06 35 58 26 58. mise: 10 € Petite restauration possible sur place.

## On le note

Les Libertés de séjour du Channel, manifestation artistique, humaines et inattendue, ont lieu **du samedi 9 au samedi 24 mars 2012**. Pendant 3 semaines les clés du Channel sont données à un artiste et carte blanche lui est offerte. L'an passé, c'était l'araignée de François Delarozière qui avait tissé sa toile Bd Gambetta. Cette fois c'est Etienne Saggio qui prendra possession du lieu pour faire découvrir son univers au public. « C'est la magie nouvelle qui tire les fils ». Le Channel, Bd Gambetta

## Au CRUFC tout va bien, merci

Chacun se rappelle ici le désir de madame le maire, d'imposer ses partisans à la tête du club de football de la ville. Chacun se souvient peut être également de l'opposition interne que cette volonté affirmée avait générée, et surtout du fait qu'une seconde liste de bénévoles qui n'entendaient pas abdiquer, s'était quand même constituée. Il avait alors fallu beaucoup « d'huile » pour que les rouages ne bloquent pas et que par souci du bien commun (le club), les listes ne fusionnent. Chacun se rappelle enfin, que madame le maire avait fait ce qu'il fallait pour que Pascal Joly (l'homme de Jean-Marc Puissanceau) qui s'y connaît pourtant en gestion et en football ne soit pas désigné comme représentant de la SASP, une société privée dans laquelle la ville n'a pourtant pas de parts. Comme madame le maire a toujours raison, tout devrait aller aujourd'hui pour le mieux dans le meilleur des mondes et le CRUFC se remettre de tant de difficultés. Qu'elle n'est pas notre surpri-

se d'apprendre cette semaine dans la presse que finalement c'est le bazar tant au club qu'à la SASP, et que si cela continue ainsi, par obligation la fédération risquerait bien de porter le coup de grâce définitif au premier club de foot de la ville.

En ce qui concerne la SASP, s'agissant d'une société privée, il appartient aux actionnaires de combler les éventuelles difficultés financières. Le passage obligé à la tête de la société, d'un représentant pour le moins laxiste et désordonné, aura coûté « un peu

d'argent » (merci madame Bouchart). Les actionnaires s'approprient donc contraints et forcés à remettre la main à la poche. Mais ils s'interrogent quant à l'avenir. Ils semblent estimer (il est temps qu'ils s'en rendent compte) que le contrat qui les lie à la ville et au club est un marché de dupes. Entre ce qu'ils reçoivent et ce qu'ils doivent verser, ils ne perçoivent pas d'aide municipale. Il leur faut vivre avec la publicité et la CFA2, ça n'est pas la première division. Alors les temps sont durs, très durs. Quant au club, il vient d'enre-

gistrer quatre démissions de son comité directeur, qui s'ajoutent à deux précédentes, soit au total six membres en moins. Le président de madame Bouchart semble bien aujourd'hui rester le dernier représentant de sa liste. Un président qui semble ne pas réaliser la synthèse, c'est le moins que l'on puisse dire, et ne perçoit pas bien les difficultés à venir.

Car pour lui, tout irait bien, le club ayant réalisé l'an dernier 60 000 euros de résultats positifs. Sauf que la SASP doit verser au club la somme de 80 000 euros. Moralité, sans la participation de la SASP, le club aurait de nouveau réalisé un déficit. Pourvu que l'URSAF sur la base des articles de presse ne vienne pas de nouveau réclamer un peu de sous car alors...



### Vous avez dit incompétence ?

Il y a peu encore, lorsque nous avançons l'incompétence de l'ancienne direction de SEAFRANCE, son incapacité à gérer convenablement l'entreprise, d'aucuns ne manquaient pas de dire : « ils y vont un peu fort ».

Si nous devons prouver un peu plus ce que nous avançons, encore que de ne pas avoir été capable de voir que les marchandises de l'entreprise se volatilisaient à la vitesse de la lumière suffit amplement (le moindre commerçant calaisien effectue au moins deux fois l'an un inventaire de son stock et peut ainsi contrôler la démarque), nous pourrions évoquer cette information recueillie de l'un de nos Rusés.

Si l'on en croit notre informateur, toutes les procédures de licenciements des salariés protégés (entre 250 et 300 salariés titulaires d'un mandat : syndical, CE, CHSCT...) seraient à recommencer car effectuées dans des conditions non conformes à la loi.

Si la perte de temps est supérieure à deux mois, alors le coût d'une telle bêtise se montera à plus de deux millions d'euros. Alors, combien exactement et qui paiera la note ? Nous interrogerons les syndicats et vous en rendrons compte la semaine prochaine.

## Poil à gratter

### Gloire à moi...

Surprise en ouvrant la presse ce jeudi : doutant manifestement de la qualité de son « bilan », Natacha Bouchart a préféré assurer le coup en s'offrant un supplément de 12 pages tout à sa gloire. On n'est jamais si bien servi que par soi-même... Et comme il fallait être sûr que tous les foyers soient touchés, le supplément en question a été distribué dans toutes les boîtes aux lettres des Calaisiens. Autrement dit la parution dans la presse n'a été faite que pour faire plaisir aux médias locaux... Et peut-être s'assurer une couverture bienveillante pour les échéances à venir...

Tout cela ne serait que de l'ordre de l'anecdote si ce n'était pas le portefeuille des Calaisiens qui avait payé l'addition. Et pour un document de 12 pages de pub dans La Voix du Nord et Nord Littoral ajouté à une distribution dans 32 000 boîtes aux lettres, on peut vous dire que le coût s'élève à plusieurs milliers d'euros. Et dire que certaines associations qui réclament une subvention s'entendent répondre : « il n'y a pas d'argent ».

### Méprisés

Dans le supplément de 12 pages distribué dans toutes les boîtes aux lettres, vous pourrez remarquer qu'un sujet est soigneusement oublié par cette municipalité si active : SeaFrance. Eh oui, si 1500 salariés ont perdu leur emploi, c'est grâce à Nicolas Sarkozy, et à Natacha Bouchart qui n'a pas fait grand chose (pour ne pas dire rien...) pour voler à leur secours... La preuve : elle va jusqu'à les zapper quand elle parle de Calais...

### Consternante

Dans la presse de ce samedi, rebelote : comme Natacha Bouchart a vraiment besoin de se rassurer, on a droit à une petite interview d'auto-satisfaction. Mais qui vaut quand même le détour. Non, franchement même quand elle es-

saie de faire des efforts, elle est... égale à elle-même. Consternante !

A la question : « Quelle est la principale réussite de votre liste d'ouverture ? », réponse de Natacha Bouchart : « L'accessibilité au beffroi. » « Quel est le principal échec de la majorité municipale ? », réponse de Natacha Bouchart : « L'échec, c'est la DREAL (Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), je n'en ai pas d'autres. »

Les milliers de Calaisiens sans emploi seront heureux d'apprendre que pour Natacha Bouchart, passer de 13% de chômage (en mars 2008) à 16% aujourd'hui, ce n'est pas un échec. C'est peut-être même une réussite ?

### Des paroles aux actes

On le sait, la priorité de la municipalité, c'est tout de suite après l'emploi (avec les résultats que l'on sait...) : le tourisme. Et cette semaine on a eu deux nouvelles preuves de cette volonté d'(in)action.

D'une part la fête maritime qui devait avoir lieu début juin est annulée faute de financement. Pour info, l'événement qui a lieu à Calais tous les 2 ans depuis 2003, est largement porté par la ville à Boulogne. A Calais, l'agglomération était prête à donner une subvention de 80 000 € sur les 100 000 manquants, mais la ville s'en désintéressant totalement... C'est vrai que touristique parlant, c'est un événement qui n'est pas très porteur : en 2010, il n'y a que 180 000 personnes qui étaient venues admirer les bateaux... D'autre part Natacha Bouchart a décidé que le festival de la Côte d'Opale (nouvelle formule) ne viendrait plus à Calais. C'est vrai que des affiches comme Noah par exemple qui fait venir des milliers de personnes dans notre ville, ça n'a aucun intérêt. Du coup elle préfère consacrer les 70 000 euros au final des estivales. On espère que ça sera à la hauteur.

## Les grandes manoeuvres

Après on viendra nous dire que le copinage n'existe pas ! A la suite du départ un « tantinet » forcé de Marc Lhomme, Directeur Général Adjoint de la CAC, un appel à candidatures avait été lancé par la structure pour pourvoir à son remplacement.

Le problème c'est que l'appel à candidature s'effectue dans le cadre des titulaires de la fonction publique territoriale. Les postulants, ne plaisant probablement pas au président de la CAC, ou risquant de l'ennuyer par leurs compétences, celui-ci a décidé de déclarer l'appel à candidatures infructueux.

Comme, par ailleurs, il lui fallait assurer le repositionnement professionnel de son ami Emmanuel Bécourt\* que le conseil communautaire avait refusé de recruter en lieu et place d'un autre salarié viré pour la circonstance, le bon président Blet a concocté une symphonie des chaises musicales, digne de « l'embrouille je t'embrouille », qui semble avoir bluffé tout le monde (sauf nous !).

C'est ainsi qu'il a décidé de présenter en réunion de bureau une délibération visant à recruter un DGA contractuel. Ben oui, les titulaires étant nuls, il vaut mieux prendre un contractuel expérimenté.

Evidemment, il s'est bien gardé de dire qu'il disposait dans ses services de l'oiseau rare en la personne de son directeur de cabinet Jacques Déprez. Pourquoi dès lors, ne pas l'affecter sur le poste ? En agissant de la sorte on peut positionner l'actuel directeur de la Com' (la com' n'y perdra pas grand-chose) Alain Testa, sur le poste de Directeur de Cabinet, et assurer le remplacement d'Alain Testa à la Com' par, devinez qui ? Emmanuel Bécourt, bien sûr !

Celui qui est un ami de Philippe Blet aurait ainsi été convaincu de faire le mort en attendant un avenir plus... souriant... Et ça marche !

Dernière remarque : des mauvaises langues que nous ne cautionnerons pas, prétendent que le procès que l'ancien Directeur de Calais TV a intenté à son ancien employeur (représenté par Gérard Grenat), n'aurait d'autre but que d'obtenir un substantiel dédommagement pouvant servir à...

Emmanuel Bécourt évidemment, a quoi vous attendiez-vous ?

\*Rappelons qu'Emmanuel Bécourt a été viré de la télévision locale par son autre ami Gérard Grenat, qui pour la circonstance, a semble-t-il légèrement oublié de respecter les procédures légales...